



Malgré les mesures prises par les pouvoirs publics pour permettre à tous les Camerounais de bénéficier de la pension vieillesse, certaines catégories de femmes, notamment celles qui travaillent dans le secteur informel n'en ont jamais entendues parlé ou tout simplement elles se font des préjugés et considèrent qu'il s'agit d'une assurance réservée aux seuls travailleurs fonctionnaires.

Selon la présidente de l'**Association des Femmes Bayam-Salam d'Ebolowa**, des revendeuses qui écument les marchés de vivres à longueur de journée et que nous avons rencontrés au marché **Mfoumou** encore appelé **marché Oyenga** :

" De nombreux commerçants et artisans enregistrés dans nos cahiers disposent d'un téléphone Android, c'est le cas chez les plus jeunes. Personnellement j'utilise le « tchoronko » pour passer et recevoir des coups de fil ".

Un taux de pénétration relativement faible dans les pays en développement comme le Cameroun, où il persiste malheureusement encore **une fracture numérique importante** au sein des populations, en raison du **coût encore élevé de l'accès** à ces nouveaux outils technologiques de l'information et de la communication, contrairement à certains pays d'Afrique proches de nous comme le **Nigeria** ou la **Côte d'Ivoire** par rapport au niveau de vie des populations en général.

Des disparités avec pour conséquence, l'inaccessibilité aux **Technologies de l'Information et de la Communication (TIC)** pour des **couches socialement vulnérables ou défavorisées** surtout entre **l'homme et la femme** ; étant donné que plusieurs femmes restent dépendantes vis-à-vis de l'homme et sont victimes de **diverses formes de discriminations** et de **violences basées sur le genre**.

L'Antenne Régionale de la **CDHC (Commission des Droits de l'Homme du Cameroun)** pour le Sud a donc pris l'initiative dans le cadre de la célébration de la **38e édition** de la **JIF** au Cameroun, avec pour thème : “ **Pour un monde digital inclusif : innovation et technologie pour l'égalité** ” de rappeler avec l'appui de certains partenaires au développement : la Mairie de la ville d'Ebolowa (**Cue**) la Délégation Régionale de la Promotion de la Femme et de la Famille du Sud (**Minproff**), la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (**Cnps**), l'Association Nationale des Opérateurs du Secteur Informel, l'Association des Femmes Bayam-Salam d'Ebolowa, de rappeler :

" La nécessité pour tous les acteurs (institutionnels et non institutionnels) de s'investir dans la réduction des inégalités générées par l'usage ou l'accès aux NTIC dans notre pays en mettant d'avantage l'accent sur l'accès des femmes du secteur informel de la Région du Sud en général et de la ville d'Ebolowa en particulier, aux opportunités relatives à la pension vieillesse, y compris à travers les plateformes digitales disponibles dans le but de consolider l'autonomisation des femmes de ce secteur et surtout de favoriser la réalisation de leur droit à un niveau de vie suffisant " selon **Amany Tchoutat** Cadre assermenté et Chef d'Antenne Régional de la **CDHC** pour le Sud.